

L'avenir de Seine-Maritime

Journal de la Fédération de Seine-Maritime du PCF

Alerte! + de 8 000 emplois menacés en Haute-Normandie

En Haute-Normandie, si la météo devait annoncer un avis de tempête, ce serait sur l'industrie ! 6 000 emplois menacés chez Renault et les sous-traitants, 2 000 chez Petroplus avec les emplois induits et d'autres secteurs comme le verre, l'agro-alimentaire, le pharmaceutique, le bâtiment, les travaux publics... sont également frappés.

Aucun secteur n'y échappe. A cela s'ajoute la non-remise en cause de la politique de Nicolas Sarkozy visant à supprimer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite dans la Fonction Publique.

Quand aux projets d'avenir tels la Ligne Nouvelle Paris-Normandie ou l'EPR à la centrale nucléaire de Penly, ils sont remis aux calendes grecques ou menacés. Cela handicape le développement de notre territoire et l'avenir du pays.

PCF
Parti communiste français

**FRONT
DE GAUCHE**



Renault : 1,7 milliards de profits
Carlos Ghosn, le PDG : 13 millions de salaire annuel
et 7500 suppressions de postes

Les moyens existent pour enrayer ce déclin mais le Gouvernement leur tourne le dos. Au lieu de soutenir l'emploi pour inverser la courbe du chômage, il prend des mesures qui aggravent la situation. Les salariés et leurs organisations syndicales sont même trop souvent considérés comme des entraves à la bonne marche de l'économie.

Le peu de marge de manœuvre que s'accordent François Hollande et son premier ministre est dilapidé dans de vieilles recettes. Ainsi, le Gouvernement a choisi de donner 20 milliards d'euros d'exonération fiscale aux entreprises, sans aucun contrôle. Ce type de mesure a déjà prouvé son inefficacité et son injustice.

Dans le même temps, le Gouvernement prévoit de transformer en loi un accord signé, sous la pression du MEDEF, par des organisations syndicales minoritaires. Contrairement à l'objectif affiché, il conduirait à plus de licenciements, moins d'emplois, plus de précarité et des baisses de salaires.

Pour de nouveaux choix à gauche

Le chemin est connu. Il a été tracé en Mai et Juin 2012 quand le peuple de gauche s'est mobilisé pour en finir avec 10 années de droite antisociale et agressive. Il s'agit de rompre avec la régression sociale et l'austérité pour reprendre le chemin de la création d'emplois, du progrès social, économique et écologique.

Mais la volonté manque chez celles et ceux qui sont aux responsabilités. Elle manque face aux prédateurs financiers et au MEDEF qui n'ont qu'un but : abaisser nos salaires et rogner notre protection sociale à la française.

Enfermé dans le cadre ultralibéral européen, le Président de la République et le Gouvernement socialiste abdiquent quand les Français attendent qu'ils reprennent la main. Il faut initier la renaissance productive de notre Région, redéployer les grandes filières, diversifier et développer nos productions.

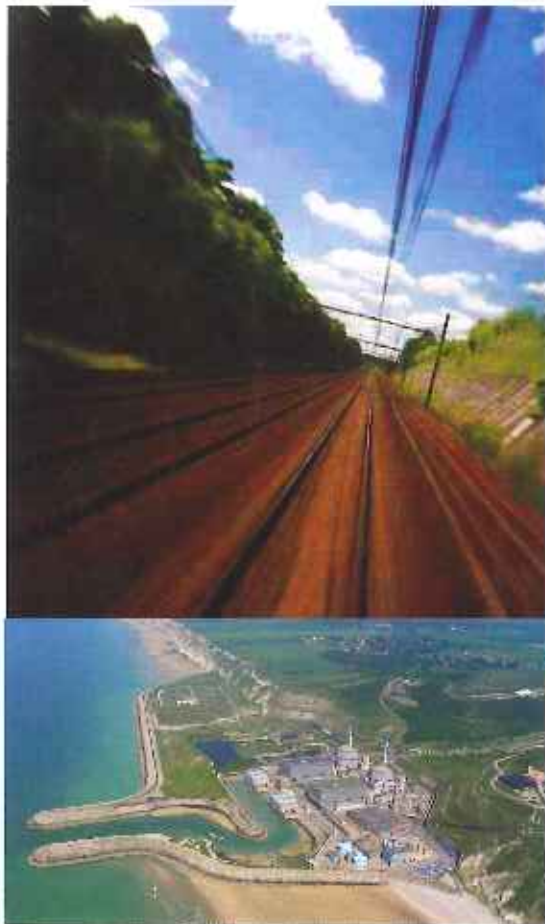
Le grand mensonge actuel, c'est d'affirmer que l'industrie décline à cause de la crise et qu'il faudrait donc faire des sacrifices. La vérité, c'est exactement le contraire : Les causes premières de la crise sont le déclin de l'industrie, le choix de la finance contre l'industrie, le choix des rendements financiers contre la qualification et l'investissement productif. L'urgence, c'est d'arrêter l'hémorragie d'emplois industriels parce qu'un pays sans usine est un pays sans avenir. Il faut mettre un coup d'arrêt immédiat aux prédateurs financiers.

Il y a urgence

- à interdire les licenciements boursiers (la loi a reçu le soutien des parlementaires socialistes au Sénat il y a un an)
- à accorder de nouveaux droits d'intervention dans les stratégies des entreprises pour les salariés et leurs représentants (cela ne coûte rien)
- à dégager de nouvelles recettes en taxant le capital et en luttant contre l'évasion fiscale

**Le changement est possible.
Il faut passer des paroles aux actes.**

La Haute-Normandie, territoire oublié ?



Parmi les projets d'avenir renvoyés à plus tard, deux sont aujourd'hui particulièrement menacés. Il s'agit de l'EPR de Penly et la Ligne Nouvelle Paris-Normandie.

Alors que le développement industriel passe par une bonne maîtrise des coûts de l'énergie, la filière EPR de production d'électricité est en passe d'être délocalisée. Pourtant, à l'heure où cette maîtrise des coûts est déterminante dans le développement industriel et la soi-disante «compétitivité», abandonner cette filière en France reviendrait à renoncer au redressement industriel.

La Ligne Nouvelle Paris-Normandie permettrait de réduire les temps de transport entre Paris et Le Havre en reliant la Normandie au réseau "grande vitesse européen". Cela permettrait que la ligne actuelle soit libérée pour développer le fret et renforcer le rôle de la gare de triage de Sotteville-lès-Rouen. Ce grand projet dynamiserait tout le réseau ferré régional. Malheureusement, la simple modernisation annoncée d'un tronçon entre Rouen et Paris et le déménagement de la gare de Rouen, sont insuffisants. C'est une reculade qui pénaliserait, si elle était confirmée, toute la Haute-Normandie.

Une autre voie est possible, la preuve avec M'Real

M-Real, entreprise papetière située à Alizay et menacée de fermeture, a été rachetée par le Conseil Général de l'Eure avant d'être cédée à un repreneur fiable. Cette «départementalisation» temporaire montre que cette politique est gagnante. Ne reste plus qu'à franchir le pas au niveau de l'Etat.

Nationaliser temporairement Petroplus, Florange, et bien d'autres, montrerait que le Gouvernement ne se contente pas d'éteindre les incendies avec un seau d'eau, mais au contraire prend en main la question industrielle du pays.



Et l'emploi des jeunes ?

Le Gouvernement a décidé de lancer les contrats de génération. Alors que des seniors sont souvent poussés hors des entreprises avant 55 ans, leur garantir un emploi et former un jeune en parallèle semble pertinent.

Des sites industriels entiers ferment et des chantiers sont abandonnés ! Renault, dont l'Etat est le premier actionnaire, ne remplace pas les 7 500 prochains départs en retraite ou pré-retraite, mais

supprime ces emplois. Alors ? Où et auprès de qui vont se former les jeunes ?



Transmettre maintenant les savoir-faire permettrait le maintien de l'industrie automobile en France, pour aujourd'hui et pour l'avenir.

Dans le même temps, des «emplois d'avenir» sont créés sans formation suffisante et garantie d'emploi à terme. Les collectivités territoriales sont sollicitées pour ces emplois. Mais paradoxalement, l'Etat réduit son soutien de 3 milliards pour 2013. Premier bilan : seul une centaine de contrats d'avenir ont été signés en Haute-Normandie alors que 2600 étaient annoncés.

Donner la priorité aux jeunes, c'est défendre l'emploi et rompre avec l'austérité.

Le gouvernement se propose de transcrire dans la loi, sans y toucher, un accord conclu le 11 janvier entre le MEDEF et des organisations syndicales minoritaires. Censé « sécuriser l'emploi », celui-ci sécurise plutôt les possibilités pour le patronat de licencier et de précariser les emplois. Il est dangereux.



André Chassaigne,
député PCF, président du groupe GDR
à l'Assemblée Nationale

« Nous entendons détricoter ce texte »

« Les mesures qu'il contient portent un coup terrible au code du travail, remettent en cause des acquis sociaux fruits de décennies de luttes, fragilisent la citoyenneté des salariés... (...) Nous entendons détricoter ce texte et montre les conséquences concrètes pour les salariés. Sur cette base des rassemblements sont possibles pour refuser cette capitulation devant les desiderata du MEDEF. En liaison avec le mouvement social qui va se développer contre cet accord, nous ferons résonner ses exigences au cœur de l'Assemblée Nationale. Nous serons porteur de propositions comme la loi contre les licenciements boursiers, une nouvelle définition des licenciements économiques et de nouveaux droits pour les salariés. »



Marie-Noëlle Lienemann,
Sénatrice PS de Paris

« On ne peut pas voter un texte si déséquilibré »

« Cet accord n'est pas acceptable en l'état. Il est déséquilibré en faveur du MEDEF et, s'il contient quelques avancées, pas toujours bien consolidées, il constitue sur certains points un recul dangereux pour les salariés. (...) D'autant que cet « accord » n'est pas majoritaire. Les organisations qui en sont signataires représentent 38% des salariés. (...) Au PS, on nous a toujours dit qu'on considèrerait un accord comme majoritaire quand il représente au moins 50% des salariés. (...) Le législateur est garant de l'intérêt général et de l'ordre public et social. Il est donc de son devoir de rééquilibrer un accord qui ne l'est pas. La loi nous autorise à l'amender. Il faut que les parlementaires affirment leur pouvoir et ne se laisse pas impressionner. »

Il faut s'en mêler, intervenir auprès des parlementaires, se mobiliser lors des rassemblements comme le 5 mars.

Campagne nationale du Front de Gauche "l'alternative à l'austérité, c'est possible !"



Après le meeting avec Pierre Laurent (secrétaire national du PCF) et Jean-Luc Mélenchon à Florange, les Normands se sont retrouvés à Rouen pour construire une alternative à l'austérité. Entourés de représentants de fronts de luttes européens et du Front de Gauche, Myriam Martin (GA), Martine Billard (PG) et Jacky Hénin (député européen communiste) ont rappelé la nécessité d'engager un nouveau cap à gauche pour gagner le changement.